

EDITO

« Un bilan 2019 positif mais fragile »



Faire face à des vents contraires : au moment où l'Insee dresse un bilan « clair-obscur » pour 2019 et où le FMI parle de « ralentissement synchronisé » et de « reprise poussive », le bilan de l'année 2019 apparaît toujours positif mais fragile.

Après 3,7 % en 2018, la croissance du PIB mondial est estimée à 2,9 % en 2019 et à 3 % pour 2020-21. L'activité économique a souffert des incertitudes politiques et économiques qui ont pesé sur les échanges commerciaux et sur l'investissement. Toutefois, les perspectives mondiales s'améliorent légèrement car les facteurs de risque diminuent (accord sur le Brexit et accord sur les relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis). On note ainsi une tendance à la stabilisation de l'activité manufacturière mondiale.

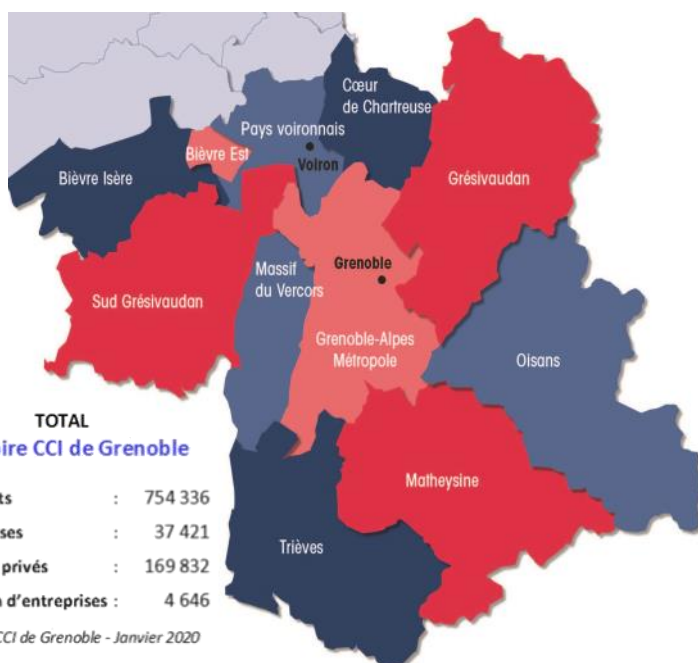
Dans ce contexte, en France, et malgré le récent mouvement social, l'Insee confirme la **résistance de l'économie française en 2019 avec une hausse de 1,3 % du PIB**, meilleure qu'en zone Euro (+1,2 %) et chez nos voisins allemands (+0,6 %). L'économie française a profité d'un bon niveau d'investissement public (avant les élections municipales) et privé, les entreprises ayant profité du double levier CICE et des allègements de charges en 2019. De plus, la confiance des ménages s'est redressée en 2019 suite aux mesures de soutien du pouvoir d'achat. Pour 2020, les prévisions s'accordent sur un ralentissement des investissements mais davantage de consommation des ménages, relais de croissance. Enfin, la France conforte sa 1^{ère} place au plan européen, au baromètre de l'attractivité industrielle de EY. Ces atouts permettent d'aborder 2020 avec optimisme.

En Isère et en région grenobloise, l'activité économique a été également favorable et foisonnante en 2019. En témoignent les indicateurs présents dans ce bilan : hausse des créations d'emplois, baisse du taux de chômage, succès de l'entrepreneuriat, progression du chiffre d'affaires des entreprises, activité internationale et secteur touristique dynamiques...

Pour 2020, les acquis du territoire demeurent solides et devraient permettre de soutenir la croissance. En cette année d'élections municipales, le réseau des CCI demeure mobilisé pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur stratégie de développement.

Jean Vaylet

Président de la CCI de Grenoble



SOMMAIRE

- 2 Indicateurs de l'économie locale
- 4 La parole aux professionnels
- 8 Perspectives 2020



Indicateurs de l'économie locale

Tourisme

De bons résultats pour le tourisme isérois en 2019

Le bilan touristique isérois 2019 apparaît positif. Quantitativement d'abord, car les professionnels ont fait le plein de vacanciers, aussi bien pour la saison d'été que pour le début de la saison hivernale. Qualitativement ensuite, car le tourisme isérois se diversifie et monte en gamme. Animations, événements culturels et sportifs ont favorisé une hausse de la fréquentation, notamment étrangère, et la montagne a su tirer son épingle du jeu durant un été caniculaire. Le bon démarrage de la saison hivernale durant les vacances de Noël incite à l'optimisme pour le reste de la saison (Source Isère attractivité).



Commerce de détail

L'activité commerciale cherche de nouveaux relais de croissance

Meilleure qu'en 2018, l'évolution de l'activité du commerce de détail indépendant sur le territoire de la CCI Grenoble s'est stabilisée en 2019 avec +0,7 % pour les CA du petit commerce sur 12 mois glissants à fin novembre 2019 et +0,4 % en France. Bien qu'encore fragile, cette amélioration est bienvenue après une année 2018 morose, marquée par le mouvement des gilets jaunes, une baisse de fréquentation des centres-villes et d'importants travaux limitant l'accès à la Métropole de Grenoble. Les mesures budgétaires mises en place fin 2018 ont permis des gains de pouvoir d'achat, +2 % en moyenne en 2019, et généré une hausse de la consommation de 1,2 % en 2019. La bonne tenue de l'emploi et la hausse de la consommation des ménages devraient donc permettre au secteur du commerce d'aller mieux en 2020. Dans le même temps, le secteur doit continuer de faire sa mue et « se réinventer » face aux défis du numérique, de la consommation et de l'environnement (logistique, livraison, flux...).

Évolution de l'activité du commerce de détail traditionnel sur le territoire de la CCI et en France

Novembre 2019



1,1 %
sur 11 mois

0,7 %
sur 12 mois

Territoire CCI de Grenoble

1,0 %
sur 11 mois

0,4 %
sur 12 mois

France*

* Banque de France, petit commerce (hors automobile), indice en valeur (brut)

Source : CCI Grenoble, Observatoire des CA du commerce de détail, nov. 2019

Démographie des entreprises

Record historique des créations et poursuite du repli des défaillances

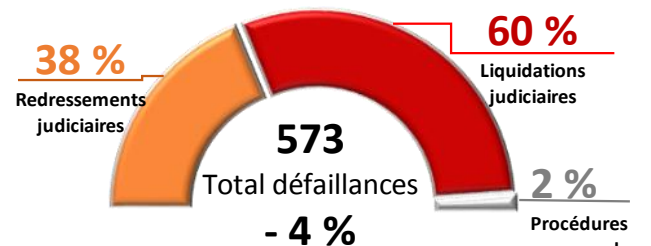
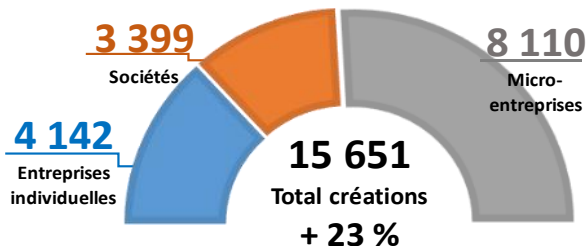
Comme en 2018, la création d'entreprises a fortement progressé en Isère en 2019 avec 15 651 nouvelles entités, tous les statuts connaissant une progression. Le succès des microentreprises (ME) ne se dément pas (+ 35 % en Isère et + 25 % en France par rapport à 2018). Il tient à la fois au désir d'indépendance chez les jeunes, à l'avènement des nouvelles technologies (plateformes internet) et aux nombreux dispositifs d'aides à l'entrepreneuriat. Les activités exercées sous forme de microentreprise viennent souvent en complément d'une activité salariée et dans des secteurs ne nécessitant pas d'investissements conséquents. En région grenobloise, 4 017 nouvelles entreprises ont vu le jour en 2019 dont 1 450 ME. Au global, en France, la création d'entreprises a dépassé les 815 000 unités en 2019 (+ 16 %)(Source Insee).

En région grenobloise, on enregistre 573 défaillances d'entreprises en 2019, en baisse de 4 % par rapport à 2018, avec notamment une diminution des liquidations judiciaires directes par rapport à 2018 (Source Greffe TC Grenoble).

Isère

Evolution 2019 / 2018

Région grenobloise



Source : Insee données brutes - Isère

Source : Greffe TC de Grenoble

Indicateurs de l'économie locale

Commerce extérieur

Hausse des échanges malgré le ralentissement mondial

2019 se caractérise par une croissance soutenue des échanges commerciaux de l'Isère, plus marquée qu'en Auvergne-Rhône-Alpes et qu'en France. En cumul sur les 9 premiers mois, **les exportations iséroises atteignent 9,3 milliards d'euros, en hausse de 8,5 % par rapport à la même période en 2018** (+2,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes). Pour leur part, avec 9,4 milliards d'euros, **les importations iséroises ont augmenté de +2,5 %** (contre +2,6 % en région). Le déficit commercial atteint 102 millions d'euros fin septembre 2019.

Concernant les principales zones partenaires, l'Isère a réalisé 49 % de ses ventes avec l'Union Européenne en 2019, 16 % avec l'Asie et 13 % avec l'Amérique.

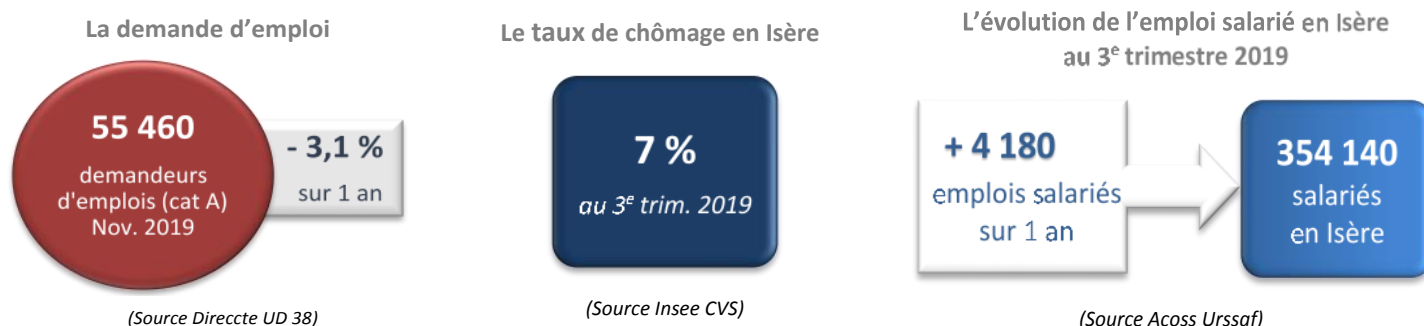


Source : Douanes - Données brutes de collecte, CAF-FAB hors matériel militaire, valeurs en millions d'euros (9 mois 2019/ 9 mois 2018)

Emploi - Chômage

L'emploi a profité de la reprise en 2019

Par rapport à l'an dernier, **la situation de l'emploi** a continué à s'améliorer en 2019 en Isère avec une baisse du nombre de demandeurs d'emploi (DEFM cat. A) de 3,1 % à fin novembre 2019, comme en France. **Le taux de chômage a diminué et s'élève à 7 % de la population active en Isère** fin septembre 2019, contre 7,4 % en Auvergne-Rhône-Alpes et 8,3 % en France. Toutefois, la tendance récente montre un essoufflement de la création d'emplois (Source : Pôle Emploi Darès STMT données CVS).



Du côté des entreprises, on enregistre une baisse de 20 % des licenciements économiques en Isère en 2019, avec 2 021 licenciements enregistrés dans 590 entreprises. Moins nombreux dans les grandes entreprises (moins de PSE), les licenciements ont touché principalement les TPE de moins de 10 salariés les plus fragiles. Pour leur part, **les ruptures conventionnelles individuelles ont augmenté de 5 % par rapport à 2018**, avec 8 901 homologations. Ainsi, alors que les licenciements économiques ont baissé de 31 % en 5 ans, les ruptures conventionnelles individuelles ont progressé de 30 % depuis 2014. Quant aux demandes d'autorisation d'activité partielle, elles s'inscrivent en hausse par rapport à 2018 et concernent les TPE de moins de 20 salariés (Source Direccte UD38).

Avec une progression annuelle des effectifs salariés de 1,2 %, l'Isère apparaît comme l'un des départements moteurs d'Auvergne-Rhône-Alpes au 3^e trimestre 2019. Notre département a gagné 4 180 salariés sur un an, dont 640 dans l'industrie, 330 dans la construction, 3 280 dans les services (hors intérim) dont 890 dans le commerce et 920 dans l'hébergement-restauration, et enfin l'intérim a perdu 70 emplois. Cette hausse annuelle des effectifs a profité d'abord à l'arrondissement de la Tour du Pin (+3,2 %), puis à celui de Vienne (+1,6%) et a été plus modéré dans le bassin grenoblois (+0,6 %). L'augmentation annuelle des effectifs est comparable en Auvergne-Rhône-Alpes (+1,3 %) et en France (+1,4%). Avec 354 140 salariés, l'Isère représente 15,3 % de l'emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes (Source Urssaf Acoff).

La parole aux professionnels



Emmanuel Bréziat,
délégué général du Medef Isère

*« Une conjoncture favorable
et des signes de ralentissement »*

Bilan 2019 : En Isère, la situation économique est correcte dans la plupart des secteurs et les difficultés de recrutement restent la préoccupation majeure des chefs d'entreprises. **Le marché immobilier** a connu une très belle année avec des volumes de transactions très soutenus. **Le bâtiment** a également connu une année meilleure que prévue. Ces deux secteurs bénéficient directement des taux bas. **Les travaux publics** sont également portés par les chantiers importants, en cours dans la région grenobloise. **Les industries du numérique**, très présentes sur notre territoire, conservent un volume d'activité très soutenu.

La situation du **commerce** est assez contrastée. La grande distribution est confrontée à une remise en cause profonde de son modèle. Les hypermarchés en particulier sont condamnés à se réinventer. Le commerce indépendant de centre-ville est également fragilisé.

La situation de **l'industrie** est correcte avec une reprise salubre des investissements. Cependant la plupart des industriels se préparent à un ralentissement de l'activité en 2020 ; plusieurs le vivent déjà. Cette baisse d'activité est notamment effective pour les entreprises présentes à l'international et les marchés liés à l'automobile devraient souffrir en 2020. Dans le bâtiment et les travaux publics la tendance est également baissière.

Après avoir subi de plein fouet la crise de 2008, la **dynamique économique de notre département est à nouveau meilleure que celle constatée au niveau régional** et national. Cela se traduit notamment par un taux de chômage inférieur d'un point à la moyenne nationale.

A noter également que notre **attractivité touristique** se développe et nous avons encore un potentiel à exploiter dans ce domaine. Les acteurs de l'économie de la montagne ont une formidable capacité d'initiatives, malheureusement souvent entravée par des réglementations devenues ubuesques.

D'un point de vue global, l'économie mondiale est clairement dans une phase de ralentissement, qui pourrait s'accélérer si les tensions géopolitiques venaient à s'aggraver. Notre économie, malgré sa relative résilience, sera inévitablement impactée. C'est pourquoi nous pensons que la croissance sera en 2020 inférieure aux prévisions gouvernementales établies à 1,3 %. **L'investissement des entreprises va ralentir, après une forte hausse en 2019 (+ 4 %)** et plus de 280 000 emplois nets créés dans le privé. Reste à savoir si la consommation des ménages prendra le relais. Théoriquement elle devrait augmenter compte tenu de la forte hausse du pouvoir d'achat apportée par les entreprises et les mesures gouvernementales, mais rien n'est moins sûr. En effet ce surplus de pouvoir d'achat est surtout épargné. Le taux d'épargne des ménages est au plus haut depuis 2012 (15 % de leur revenu disponible brut).

L'impact des mouvements sociaux sera surtout géographique (Ile de France) et sectoriel (commerce, hôtellerie-restauration, événementiel...), et devrait rester limité sur le plan macro-économique. A noter que ces mouvements concernent quasi exclusivement des « poches traditionnelles » du secteur public. **Le niveau de conflictualité dans le secteur privé n'a jamais été aussi faible depuis 50 ans...** Méfions-nous du prisme médiatique !



Liste complète des **organisations professionnelles de l'Isère** sur le site de la CCI de Grenoble, onglet « Economie et territoire », rubrique « Organisations professionnelles de l'Isère »
<http://www.grenoble.cci.fr/entreprises-et-economie/organisations-professionnelles/>



La parole aux professionnels



Jérôme Lopez,
président de la CPME Isère

« Nos chefs d'entreprises de PME et de TPE sont et resteront encore en 2020 d'incorrigibles optimistes ! »

Bilan 2019 : En ce début d'année 2020, la CPME Isère a interrogé ses adhérents ressortissants dans trois domaines d'activité : la sous-traitance industrielle, le commerce et l'immobilier d'entreprise.

Au niveau de **l'industrie, les conditions d'activité favorables en 2018 qui se sont poursuivies début 2019, ont permis de passer l'année 2019 avec un courant d'activité soutenu**. En revanche, les entreprises qui travaillent en lien avec le secteur automobile, et plus particulièrement pour la fabrication des moteurs diesel, sont impactées par la déstructuration du marché de l'automobile. Les services R&D des grands donneurs d'ordres de l'agglomération grenobloise ont, pour la plupart, été délocalisés en Chine, ce qui entraîne inévitablement une perte d'activité pour les sous-traitants. Les fournisseurs d'acier et d'aciers spéciaux connaissent une baisse d'activité et malgré cela les prix des matières premières augmentent.

Parallèlement, il semblerait que les conditions d'octroi des crédits d'investissement et de trésorerie de la part des banques soient plus restrictives. Le démarrage de la nouvelle année force nos chefs d'entreprise de PME et de TPE à garder un certain optimisme, mais il est important d'être vigilants quant aux signaux faibles. Après avoir subi le mouvement des Gilets Jaunes début 2019, on ne peut passer sous silence les conséquences des mouvements sociaux liés à la réforme des retraites en ce début d'année 2020. De même qu'en matière de politique étrangère, l'évolution des relations internationales entre les Etats-Unis et l'Iran aura forcément des conséquences sur le plan économique.

Début 2019, **le commerce** du centre-ville de Grenoble a, quant à lui, été touché de plein fouet par le mouvement des Gilets Jaunes et il redémarre l'année 2020 avec les manifestations liées à la réforme des retraites. La météo du mois de décembre n'ayant pas été très favorable et les conditions de déplacement ayant été très difficiles, les clients se sont plutôt rabattus sur les centres commerciaux situés en périphérie des villes. Les soldes commencent à nouveau dans un contexte peu apaisé qui va forcément aggraver la situation déjà fragile de certains commerçants. L'ouverture d'une grande surface le dimanche après-midi sur Saint Martin d'Hères interpelle à la fois en termes de sécurité mais aussi et surtout au plan sociétal. Dans cet environnement pesant, le e-commerce continue de progresser ainsi que le « click & drive ».

L'immobilier d'entreprise constitue également un bon indicateur de l'activité économique en général. **Dans ce domaine, 2019 a été une année dynamique** et les taux d'intérêt historiquement bas ont poussé les chefs d'entreprise de PME à investir afin de devenir propriétaires de leurs locaux professionnels. **En Isère, le marché de l'immobilier est stable et plutôt dynamique et les taux d'intérêt devraient rester bas en 2020**. En revanche, les coûts de construction et de foncier augmentent depuis plusieurs années ainsi que les normes qui contribuent à complexifier ces métiers. Il est probable qu'un certain nombre de projets immobiliers vont être décalés dans le temps, compte tenu des élections municipales en mars 2020 ainsi que la mise en application du PLUI.

Les professionnels de l'immobilier, comme d'autres professionnels dans d'autres secteurs d'activité, sont malheureusement de plus en plus confrontés à la multiplication des recours devant les tribunaux sitôt qu'un projet émerge.

Malgré tout cela, nos chefs d'entreprises de PME et de TPE sont et resteront encore en 2020 d'incorrigibles optimistes !

Belle et Heureuse année à toutes et à tous.



La parole aux professionnels

Emmanuel Roy,
chargé de mission Technique & Fiscal

« Le contexte économique reste porteur
pour le Bâtiment en 2020 »

Bilan 2019 : A l'échelle nationale le Bâtiment affiche en 2019 une modeste hausse de 1,2 % en volume. Le logement neuf a légèrement progressé en atteignant les 408 000 unités mais le bilan est contrasté. En effet, pour l'individuel, les permis de construire (PC) et les mises en chantier progressent respectivement de 1,9 % et 0,3 %. En revanche le logement collectif fait le plongeon : les ventes chutent de 20 %, le recul des PC s'établit à hauteur de 10,4 % et les mises en chantier chutent de 5,7 %. Le marché de l'entretien-rénovation quant à lui reste quasiment stable à +0,2 % en volume malgré un très mauvais premier trimestre.

Sur notre département, la situation est également contrastée puisque les mises en chantier ont oscillé tout au long de l'année entre, au plus fort -16,3 % et au mieux -4,7 %. Par contre, de leur côté les PC, après un mauvais départ, finissent l'année avec un prometteur + 25,7 % sur douze mois glissants à fin novembre.

Pour les Travaux Publics au plan national, l'année 2019 est marquée par un rattrapage des niveaux d'investissement du bloc communal (Métropole et EPCI) après un début de mandat plombé par la baisse des dotations de l'Etat. Cette dernière année de cycle voit les dépenses d'investissement logiquement augmenter de manière significative pour atteindre +8,5 %. A fin octobre, l'activité progresse de 12,5 % en cumul et la croissance devrait avoisiner les 10 %. En Isère, en 2019 l'activité reste positive malgré une légère tendance baissière de l'activité à l'automne dernier.

Perspectives 2020 : En 2020, le Bâtiment devrait bénéficier d'un contexte économique encore porteur, la croissance tous secteurs confondus passant de 1,4 % à 1,2 %. L'activité subira tout de même un léger « tassement /ralentissement » avec une prévision à +0,8 % perdant 0,4 % par rapport à 2019. Les mises en chantier de logements neufs, malgré un marché du crédit toujours attractif, atteindront tout juste les 400 000 unités. Si le non-résidentiel en 2019 a contribué à la bonne tenue de l'activité avec une progression de 5,1 % en volume, en 2020 son influence sera moindre avec là-aussi un tassement attendu qui se traduit par une progression à hauteur de 2,8 %. Enfin, le marché de l'entretien-rénovation sera soumis à des vents contraires. En effet, au cours du premier semestre 2020, les effets d'anticipation de la réforme du CITE donneront de l'inertie et donc encore un volume intéressant, mais la transformation dudit CITE en prime difficilement lisible et moins solvabilisatrice devrait assoir sa progression à hauteur de 0,9 %.

Concernant les Travaux Publics, pour 2020 les incertitudes sont fortes car l'échéance des élections municipales se profile déjà pour les entreprises, l'activité n'échappera pas à ce traditionnel coup de frein qui est un impondérable de la Profession. Toute la question de l'éventuel maintien de l'activité repose sur une continuité de l'investissement lors des premiers mois du nouveau mandat. La bonne santé financière affichée par les collectivités conjuguée à une nécessaire volonté politique le permettront-elles ? Deux facteurs œuvrent en ce sens, non seulement les fondamentaux financiers des collectivités très sains mais également les besoins criant sur l'ensemble du territoire, mobilité, numérique, transition écologique... Enfin, les départements seront en année pré-électorale et devraient continuer à investir. La Profession table sur un scénario de maintien du volume d'activité au niveau national pour 2020.

La grande question est celle des prix et des coûts, donc des marges dans le BTP. On peine toujours à lire une véritable amélioration en ce domaine. Les données officielles en témoignent, montrant une forme de course difficile des prix du BTP derrière la hausse des coûts. Les premiers courriers de révision annuelle des prix des matériaux reçus par les entreprises annoncent des hausses, parfois sévères. Dans le même temps, la suppression progressive du Gasoil Non Routier (GNR) et la suppression de la réduction de l'avantage Fillon associé à celle de la Déduction forfaitaire spécifique (DFS) viendront elles aussi peser à la hausse sur les coûts de production. Pour que les entreprises conservent leurs marges de manœuvre, voire renforcent leur capacité à résister à ce choc exogène, les prix du BTP devront augmenter. A défaut serait introduit un nouveau risque dans l'économie, au travers d'entreprises un peu plus fragilisées.

A fin décembre, les entreprises de Bâtiment jugent leurs carnets de commande bien étoffés estimant qu'ils assurent 7,2 mois de travail oscillant 5,1 mois et 12 mois selon leur taille. Pour les Travaux Publics, sous l'effet des élections municipales à venir, les carnets de commande fléchissent légèrement pour s'établir à hauteur de 3,7 mois après plusieurs trimestres passés à plus de 4 mois.

En termes d'emploi, à l'échelle nationale, 2019 s'avère de bonne teneur pour le Bâtiment avec un peu moins de 35 000 postes créés dont environ 30 000 en CDI. Malgré une progression des effectifs se heurtant à la disponibilité de main-d'œuvre, 2020 devrait encore afficher la création de 10 000 postes. Les Travaux Publics auront de leur côté généré la création de 10 000 postes en 2019 et 2020 devrait s'inscrire dans la même dynamique.

Le début espéré des chantiers du Rondeau et de Neypic contribueront à n'en pas douter au maintien d'un bon niveau de l'activité et donneront de la visibilité aux entreprises de BTP.

Préoccupations et faits marquants : La ZFE reste une préoccupation majeure des entreprises du BTP, d'autant que depuis ce début d'année, les véhicules « Crit'Air 4 » sont interdits et les « Crit'Air 3 » le seront en 2022. L'année 2022 sera une échéance très importante puisqu'elle entrainera le renouvellement de près de la moitié des parcs poids lourds des entreprises, ce qui à ce jour s'avère impossible.

La parole aux professionnels

Arnaud André,
président du Comité Local des Banques de l'Isère

« L'année 2020 sera celle d'une poursuite
des transformations du métier bancaire »

Bilan 2019 : En 2019, dans un contexte économique sensible du fait des incertitudes politiques à l'international, du Brexit, des guerres commerciales etc., les grandes banques centrales ont maintenu bas leurs taux d'intérêt pour ne pas risquer d'enrayer la dynamique économique. Dans plusieurs pays dont la France, les taux d'émissions des obligations d'Etat sont devenus négatifs. La concurrence entre établissements de crédit a amplifié cet effet et conduit à **des taux de prêts immobiliers historiquement bas**. Ils sont descendus sous 1 % pour certains dossiers, s'établissant en moyenne en-dessous de 1,5 %. Dans ce contexte, **les banques sont restées au rendez-vous sur les financements des ménages et des entreprises**, leur priorité. C'est ainsi que le crédit immobilier a progressé de +6,7 % sur 12 mois, le crédit à la consommation de +5,6% et le crédit aux entreprises de +6,2 %. La région Auvergne-Rhône-Alpes a suivi et même amplifié ce mouvement. Les financements bancaires étaient en croissance globalement de +7,5 % à fin septembre 2019.

Comme pour beaucoup d'autres secteurs, l'année 2019 a été marquée par des évolutions importantes en matière de responsabilité sociale et environnementale pour les banques. Sur le plan social, les banques ont participé à préserver le pouvoir d'achat des français. C'est ainsi qu'elles se sont engagées à geler leurs tarifs en décembre 2018. Elles ont également pris des mesures pour renforcer l'accès aux services bancaires pour les plus fragiles en plafonnant les frais bancaires. Le tout représente un effort de plus de 600 M€ au bénéfice des Français. Toujours sur le plan social, **avec plus de 32 000 salariés en région Auvergne-Rhône-Alpes et plus de 2 400 embauches, les banques sont restées un acteur majeur de l'emploi dans les territoires**. Sur le plan environnemental, les attentes du public se sont renforcées en matière de soutien à la transition énergétique. Notre métier est de plus en plus observé sur ce plan. A ce titre, il convient de rappeler qu'une partie de notre région a été durement touchée par des calamités naturelles (gel, grêle, neige et même le séisme du Teil qui a fait des dégâts jusqu'en Isère en novembre). Les banques ont aussi été au rendez-vous pour relancer les ménages et les activités sinistrées.

En marge de l'activité bancaire de proximité, aidés par les politiques accommodantes des banques centrales, **les marchés boursiers ont réalisé une belle année 2019**. Ainsi, le S&P500 qui est l'indice de référence aux USA, tout comme l'Eurostoxx50 pour les Bourses européennes et le CAC40 en France ont réalisé une croissance de plus 25 % sur l'année. Le début d'année 2020 bénéficiera encore de la dynamique d'activité de 2019 à tout le moins. Les mois suivants seront influencés par les éléments macro, comme l'évolution du marché immobilier, l'évolution des taux d'emprunt, les échéances politiques nationales et internationales (Brexit, élections américaines, élections municipales en France, etc.). Si l'activité bancaire a été dynamique en 2019, elle s'est effectuée avec des marges unitaires en baisse du fait des taux, à peine compensées par les volumes. En toile de fond et à l'échelle micro, les banques doivent donc poursuivre la transformation de leur modèle pour continuer de s'adapter aux attentes des consommateurs et à la réduction de leurs marges : plus de fluidité d'usage en agence ou à distance, plus de transparence, des tarifs mieux compris, de l'automatisation, de l'intelligence artificielle. A cela s'ajouteront les attentes des autorités bancaires qui préparent des nouvelles normes sur les activités de financements pour limiter les risques.

L'année 2020 sera donc celle d'une poursuite des transformations du métier bancaire, qui doit coller aux attentes de ses clients en environnement contraint par le contexte de taux bas.



Sylvain Michalik,
président Isère

« 2019 : une très belle année pour le secteur »

Bilan 2019 : Suite à une année 2018 exceptionnelle en matière d'immobilier d'entreprise, on constate une légère dégradation du bilan pour les sociétés du secteur en 2019. Mais 2019 reste bien au-dessus de la moyenne décennale.

Perspectives 2020 : Elles apparaissent plutôt stables. Au regard de la situation économique actuelle, avec une situation financière qui semble se maintenir sur les trois premiers mois de l'année, la profession est moyennement confiante pour l'année à venir.

Préoccupations et faits marquants : Les prises de décisions risquent d'être retardées du fait des élections municipales et des enjeux immobiliers qui en découleront.

Le maintien des taux bas permettra aux investisseurs de continuer à investir massivement.

Perspectives 2020

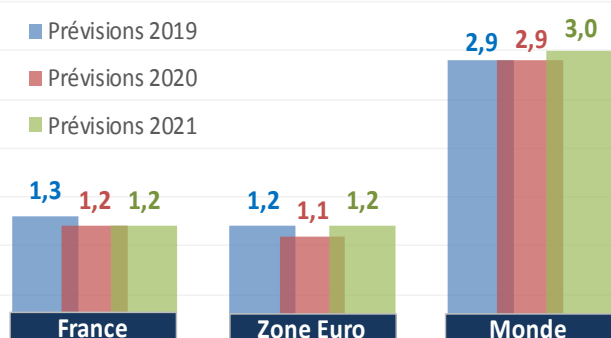
Tour du monde des prévisions ...

Vers une croissance molle en 2020
qui nécessite de resserrer la coopération multilatérale

Après une estimation de la croissance du PIB mondial à 2,9 % pour 2019, les prévisions pour 2020, revues à la baisse, tablent autour de 3 % pour 2020-2021. Ces perspectives sont les plus basses depuis la crise financière. Le FMI avance plusieurs raisons à cette croissance « poussive » : le déclin du rôle moteur de la Chine dans la croissance mondiale et les résultats insuffisants de certains pays émergents (Inde notamment). De plus, deux défis majeurs fragilisent les économies mondiales : les changements climatiques et les investissements nécessaires pour mener la transition énergétique, et la transformation numérique, qui induit de profondes mutations. Toutefois, certains facteurs de risque se réduisent : l'accord commercial sino-américain et l'éloignement d'un « Brexit sans accord » en Zone Euro en font partie.

En France, les préoccupations vont des élections municipales 2020 à la réforme des retraites, sources d'incertitude. Les ménages et les professionnels craignent une dégradation de leur avenir financier et les mouvements de grève pèsent sur la confiance en l'avenir.

Croissance du PIB réel Glissement annuel en %



Source : OCDE - Prévisions décembre 2019 (dernières connues)

... et proche de notre territoire

Une dynamique positive mais fragile
en ce début d'année

En Auvergne-Rhône-Alpes, selon la Banque de France, l'activité industrielle s'est stabilisée après s'être contractée au 4^e trimestre. La demande domestique comme internationale n'est pas au rendez-vous. Dans ce contexte, les carnets de commandes manquent de consistance et le taux d'utilisation des capacités de production demeure sous sa moyenne de long terme. Dans les services marchands en revanche, l'activité reste bien orientée pour les mois à venir.

En région Grenobloise, et malgré le contexte de mouvement social au plan national, l'activité économique résiste en ce début 2020. Les dirigeants interrogés restent confiants mais prudents avec 61 % d'opinions en faveur du maintien de l'activité et 22 % pour

une progression de leur activité. La tendance à la baisse concerne 10 % des chefs d'entreprise. Parmi les secteurs en souffrance, le secteur de l'automobile et ses sous-traitants expriment leurs inquiétudes quant à l'avenir.

Tendance pour votre CA - Janvier 2020



Source CCI de Grenoble - Janvier 2020

Le Bilan de conjoncture de la région grenobloise n° 41 - Janvier 2020

Une publication de l'Observatoire économique de la CCI Grenoble. Dépôt légal janvier 2013. ISSN n° 2553-8543.
Coordination : CCI Grenoble, Direction Institutionnel, Communication et Territoire (DICT).
Rédaction : Marilyne Girard (marilyne.girard@grenoble.cci.fr). **Enquêtes** : début janvier 2020 auprès des organisations professionnelles. **Crédit photos** : CCI Grenoble - Adobe Stock - CPME Isère - FBTP Isère - Fnaim entreprises Isère - Medef Isère - FBF Isère. **Conception graphique, réalisation** : CCI Grenoble-DGA, Roseline Renard (roseline.renard@grenoble.cci.fr). **Impression** : CCI Grenoble.

Remerciements : La Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble remercie les entreprises du panel Présences, du panel régional de conjoncture, les Membres élus de la CCI Grenoble, les organisations professionnelles et tous les fournisseurs d'informations ayant permis, par leur contribution, la réalisation de ce bilan de conjoncture.